

1 enseignant sur 2 juge que l'offre de spécialités répond aux attentes des élèves (baromètre SE-Unsa)

5-6 minutes

66 % des enseignants ne pensent pas que le système de spécialités permette de mieux préparer les élèves à leur projet d'orientation : c'est le résultat du baromètre du SE-Unsa rendu public le 27 mars 2019, auquel 3 200 enseignants ont répondu (27 % sont adhérents au syndicat). 50 % estiment que l'offre de spécialités répond aux besoins des élèves (38 % pensent le contraire) et 76 % pensent que les effectifs de classe vont augmenter à la rentrée prochaine. Par conséquent, le SE-Unsa demande notamment un "abondement en DHGG" et la création en 1re, d'une option "maths complémentaires".



Le SE-Unsa présente à la presse son baromètre sur la mise en place de la réforme du lycée.

"Les objectifs de la réforme étaient louables : instaurer une meilleure construction de l'orientation, rendre le baccalauréat plus sincère quant au niveau des élèves... Mais ils ne suffisent pas à la réussite de sa mise en place, il faut l'accompagner" : c'est ainsi que Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa a ouvert la conférence de presse du syndicat, mercredi 27 mars 2019. Celle-ci avait pour objet la présentation d'un baromètre effectué par le SE-Unsa auprès des enseignants sur la mise en place de la réforme du lycée.

Le SE-Unsa demande la création d'une option maths en 1re

Ce sont 3 264 enseignants qui ont pris part au baromètre, entre le 6 et le 20 mars 2019, dont seuls 27 % sont adhérents au SE-Unsa. Le constat qu'ils font de la mise en place de la réforme est plutôt négatif :

- 50 % d'entre eux estiment que l'offre de spécialités répond aux besoins des élèves (38 % pensent le contraire) et 38 % jugent l'offre d'options suffisantes dans leur établissement,
- 66 % ne pensent pas que le système de spécialités permette de mieux préparer les élèves à leur projet d'orientation.
- 69 % jugent l'offre de la spécialité et des options de mathématiques inadaptée aux élèves.

Concernant la place des mathématiques, la SE-Unsa demande que soit créée, en première, une option "mathématiques complémentaires" afin, explique Nicolas Anoto, délégué national du syndicat, "de permettre à des élèves de faire des mathématiques sans prendre la spécialité qui est très lourde".

Par ailleurs, le SE-Unsa explique "ne pas retrouver sur le terrain la promesse du ministère" de permettre à des établissements

défavorisés de proposer des spécialités rares pour leur donner de l'attractivité. Claire Krepper, secrétaire nationale du syndicat, déplore alors "le décalage entre le discours aux familles et la réalité", et évoque notamment le courrier du Dgescso sur les modalités de traitement des demandes des élèves ([lire sur AEF info](#)).

"La baisse des dotations ne va pas nous permettre d'accompagner les élèves"

En outre, 76 % des répondants pensent que les effectifs de classe vont augmenter à la rentrée prochaine. "Supprimer des postes au moment du lancement d'une réforme est une erreur de la part du MEN, qui asphyxie sa propre réforme", estime Nicolas Anoto, dont le syndicat demande au ministère de "renoncer aux suppressions de postes".

Aussi, 73 % des répondants indiquent que les moyens de marge (accompagnement, dédoublement, etc.) vont diminuer. Le SE-Unsa demande alors des "abondements de DHG" afin de pouvoir ouvrir des groupes supplémentaires et de financer les options par une dotation académique spécifique, au lieu de devoir les prélever sur les moyens des établissements. "La baisse des dotations ne va pas nous permettre d'accompagner les élèves", juge Sandra Murphy, responsable du SE-Unsa de l'académie de Versailles.

des programmes qui "évoluent dans le mauvais sens"

Également, 48 % des répondants au baromètre pensent que les nouveaux programmes "ont évolué dans le mauvais sens" (16,5 % "dans le bon sens") et 75 % les jugent trop lourds.

Globalement, 80 % des répondants s'estiment mal informés au sujet de la réforme et 86 % n'avaient au moment de répondre, reçu aucune formation.

Le SE-Unsa, ainsi que la FSU, la CGT éducation, le Sgen-CFDT et le Snalc, appelle à la mobilisation samedi 30 mars 2019 contre la politique éducative ([lire sur AEF info](#)) dans l'espoir notamment, indique Stéphane Crochet, "de mobiliser les familles".